



CIBLE

Défense

En annonçant le résultat de son arbitrage sur le budget de la Défense, François Hollande a déclaré que la sécurité ne se négociait pas. C'est pourtant une transaction qui a eu lieu.

Le ministère de la Défense demandait 8 milliards de crédits supplémentaires : il obtiendra 3,8 milliards sur 4 ans. L'effort n'est donc pas « considérable » contrairement à ce qu'affirme l'Élysée. On déclare triomphalement que 18 500 postes seront préservés sur les 33 675 qui devaient être supprimés : mais cela signifie qu'on va continuer à supprimer des postes alors que nos soldats sont engagés dans des opérations extérieures et dans des missions de protection sur le territoire national.

La petite rallonge décidée en avril ne saurait faire oublier que notre budget de la Défense a diminué de 20 % depuis 1990. Le colonel Goya montre que, si la France avait maintenu son effort, elle serait aujourd'hui la troisième puissance militaire mondiale et pourrait, en toute indépendance, accomplir les missions qu'elle aurait décidées.

Ceci pour un coût d'autant plus supportable que les effets économiques des commandes militaires sont considérables.

Prostitution des étudiants

Osons en parler

p. 4

Urbanisme

Les villes
intelligentes

p. 6-7

Idées

Le retour
de Chesterton

p. 9

Prostitution étudiante

Produit de la crise économique, la prostitution étudiante ne semble pas émouvoir nos gouvernants alors qu'une réaction forte s'impose. Encore faut-il le vouloir.

Le **Mouvement du Nid**, qui lutte contre la prostitution, vient d'établir que près de 4 % des étudiantes du campus de Montpellier ont déjà vendu leurs corps. Traité à l'occasion par la presse, le phénomène de la prostitution étudiante est d'autant plus inquiétant qu'aucune donnée fiable ne permet de l'évaluer. Un tract diffusé en 2006 par le syndicat Sud Étudiant avançait le chiffre de 40 000 étudiants se prostituant. La police l'estime de 15 000 à 20 000. Malgré leur incertitude, ces chiffres doivent être rapprochés de ceux de la pauvreté des étudiants.

Selon la FAGE, le coût d'une rentrée étudiante s'élèverait à 2 400 € et celui d'une année universitaire de 10 500 € à 15 000 €. En 2010, on estimait à 100 000 le nombre d'étudiants vivant en dessous du seuil de pauvreté (650 € par mois). Le faible niveau des bourses, la baisse du niveau de vie des classes moyennes et même de certaines familles aisées, obligent donc nombre d'étudiants à trouver de l'argent.

Selon une enquête réalisée en 2013 sur les conditions de vie des étudiants, 45 % d'entre eux ont exercé une activité rémunérée au cours de l'année universitaire. Les trois quart des étudiants interrogés ont déclaré que cette activité leur permettait d'améliorer leurs conditions de vie et la moitié qu'elle leur était indispensable. Or il est démontré qu'une activité exercée plus d'un mi-temps a un impact négatif sur les études. (1) Pas facile en effet de concilier plus de 20 h de cours par semaine avec un temps partiel mal payé dans une boutique ou un *fast-food*. Pas

facile non plus, dans ces conditions, de résister à l'argent rapidement gagné, 100 à 150 € de l'heure, quand on peut devenir *escort girl* en quelques clics, comme l'a raconté Laura D., dans un livre publié en 2008. (2) « *Dès le moment où l'on répond à une annonce, on est déjà dans l'engrenage* » dit elle.

Internet a en effet facilité l'accès à la prostitution de jeunes gens qui n'imagineraient pas faire le trottoir.

Les moteurs de recherche regorgent de sites d'annonces spécialisées. Mais, souligne la sociologue Éva Clouet qui a enquêté sur la prostitution étudiante, (3) « *l'interface avec l'écran représente une protection illusoire.* » Se prostituer, même de façon occasionnelle n'est en effet pas anodin. Aux violences toujours possibles, s'ajoutent les risques de MST, et les dégâts psychologiques profonds, même si, a constaté Éva Clouet, « *la prostitution représente pour certaines d'entre elles un moyen de sortir du carcan familial, à travers lequel elles ont reçu une éducation sexuelle très cadrée.* »

D'origine américaine comme leur nom l'indique, les *sugar babies* se multiplient aussi en France. En échange de plus ou moins de compagnie, des *sugar dadies*

paient le loyer d'une étudiante, l'habillent, l'emmènent au restaurant. Que faire face à cette prostitution qui tend à se banaliser ?

En 2013, la FAGE avait lancé une campagne de prévention et de sensibilisation sous le titre « Osons en parler ». Sur son site.

L'Unef semble se contenter, discrètement, de réclamer l'abolition de la prostitution en général. L'Institut national de la prostitution, considère qu'il « *il n'y a pas de phénomène de prostitution étudiante spécifique mais un phénomène de prostitution occasionnelle auquel prennent part des étudiants.* »

Sauf erreur, les récents projets de loi contre la prostitution, ne contiennent d'ailleurs pas de mesure concernant particulièrement celle des étudiantes. La prostitution étudiante échappe pourtant aux règles habituelles du genre. On n'y trouve pas, ou pas encore, de réseaux mafieux. Il est donc plus facile de la combattre. Des situations particulières peuvent certes faire l'objet d'un traitement social. Mais pour méritant qu'il soit, le travail des CROUS et des assistantes sociales ne suffit pas.

Seule une approche politique de la pauvreté des étudiants permet d'envisager une solution globale d'un problème qui touche bien sûr probablement tous les pays (4 % d'étudiants en Allemagne). Il y a urgence. Car le mal progresse. « *Entre 6 000 et 8 000 mineurs se prostitueraient en France selon les associations, qui alertent sur de terribles pratiques se développant dans les toilettes des collèges, et ce quel que soit le quartier* » soulignait récemment un article du Figaro Madame. (4)

Laurent LAGADEC

(1) <http://www.ove-national.education.fr/>

(2) Laura D. - « **Mes chères études. Étudiante, 19 ans, job alimentaire : prostituée** », Max Milo éditions, 288 pages, prix public : 18 €.

(3) Éva Clouet - « **La prostitution étudiante à l'heure des nouvelles technologies de communication** », Max Milo éditions, 192 pages, prix public : 16 €.

(4) <http://madame.lefigaro.fr/societe/la-prostitution-des-mineurs-100415-96018>



SOMMAIRE

P 1 : Cible : Défense - P 2 : Démission du Politique : Prostitution étudiante - P 3 : Parti de Gauche : Le grand tournant - P 3 : Écho des blogs : La Grèce à genoux ? - P 4 : Économie : L'Afrique vu du Brésil - P 5 : Grande-Bretagne : Le roi en Parlement - P 5 : Brèves : Bulgarie, Cambodge, Autriche, Jordanie, Russie - P 6-7 : Société : Les villes intelligentes - P 8 : Islam politique : Les pères du djihad - P 9 : Idées : Le retour de Chesterton - P 10 : Humour : Carnets de thèse - P 11 : Mercredis de la NAR - Souscription - Pub Aimé Richardt - P 12 : Édito par Bertrand Renouvin : Qu'ont-ils fait de la Victoire ?

Le grand tournant ?

Jean-Luc Mélenchon n'avait jamais voulu admettre publiquement la nécessité du retour à la monnaie nationale. La préparation du congrès du Parti de Gauche laisse espérer un changement de position.

Deux contributions sont en débat.

La première, « Tout est possible », est présentée par la direction du parti. Elle affirme que « à ce stade de l'histoire, seul le cadre national, immédiatement disponible comme alternative aux institutions supranationales actuelles, peut permettre l'expression de la souveraineté populaire ». Elle ajoute que « la construction d'un nouvel internationalisme passe donc par un retour à la Nation, condition de l'édification de nouvelles solidarités internationales. »

En cas de victoire du Parti de Gauche, il est donc proposé une stratégie en deux étapes :

Le Plan A prévoit de mener, avec les États qui y seront prêts, « une bataille diplomatique qui passera par la désobéissance aux traités » afin que ces États « fassent prévaloir leur droit national sur le droit européen » chaque fois que le premier sera plus avantageux que le second. Mais, « si le gouvernement allemand continuait à bloquer une refonte radicale des traités », il faudrait passer à la seconde étape.

Le plan B prévoit de sortir de l'euro et de l'Union européenne : il y aurait réquisition de la Banque de France, réforme de ses statuts pour lui

permettre de monétiser la dette et contrôle strict des mouvements de capitaux. Par la suite, le Parti de Gauche proposerait aux autres États l'instauration d'une monnaie commune.

La seconde motion, intitulée « Clarté et courage politique », affirme que « si le cadre de l'Union européenne nous place dans l'incapacité d'appliquer notre mandat populaire, il faudra alors sortir de l'euro et de l'UE. Cette décision sera soumise à un référendum car elle nécessite le plus large soutien populaire possible. » La motion préconise également la mise en œuvre d'un « protectionnisme solidaire »...

Il est intéressant de remarquer que ce texte a été approuvé par 20 % des membres du Conseil national du parti et que, fin avril, il réunissait tellement de suffrages que ses signataires espéraient obtenir la majorité.

Même si la première motion obtenait la majorité, le changement de ligne sur l'euro et sur l'Union européenne poserait la question des relations entre le Parti de Gauche et un Parti communiste qui reste favorable à l'euro. Même incertitude quant à une alliance avec les Verts...

Le Parti de Gauche va entrer dans une phase difficile de sa jeune histoire mais c'est, cette fois, pour une excellente raison : l'existence en son sein d'un fort courant patriotique, partisan de solutions radicales pour en finir avec le carcan européiste et atlantiste.

Annette DELRANCK

La Grèce à genoux ?

Les grands médias voudraient bien que le gouvernement grec capitule sans conditions devant Berlin, Bruxelles et Francfort. Pourtant, rien n'est encore joué !

Le site Acrimed (1) indique les titres de la presse écrite qui, du Figaro et l'Obs, accablent Alexis Tsipras, « cauchemar de l'Europe », qui « déstabilise l'économie grecque » et « déclenche la colère de l'Espagne et du Portugal » mais qui est « contraint de céder » car il est « aux abois à Bruxelles » et s'est fait recadrer par Merkel et Hollande avant de commettre « l'irréparable » : aller « chercher de l'argent à Moscou » ce qui en fait « l'otage consentant » et « l'idiot utile » de Poutine !

Face aux médias qui commentent triomphalement la mise à l'écart de Yanis Varoufakis dans les négociations avec l'Eurogroupe, Olivier Delorme (2) remet les choses au point : le médiatique ministre des Finances a toujours été un « électron libre », plutôt conciliant face à Bruxelles. Celui qui le remplace, Euclide Tsakalotos, n'a rien d'un capitulaire.

Ce marxiste, précise Olivier Delorme, a « contrairement à Varoufakis, été élu au Comité central, et avec un total de voix qui le place en deuxième position derrière Tsipras. C'est donc un des piliers du parti et l'une des chevilles ouvrières de l'élaboration de son programme économique. Lors du congrès de 2014, il a été un des signataires de la « motion des 53 » qui se plaçait nettement à gauche du bloc majoritaire de la motion Tsipras, insistant

sur le maintien d'une ligne de gauche radicale et sur le rejet de la tentation d'un discours plus modéré sensé attirer un électorat de centre-gauche. [Et], si Tsakalotos n'est pas un partisan de la sortie de l'euro, il l'est d'une ligne de rupture avec l'austérité et considéré le défaut sur la dette comme une option sérieuse et ses dernières déclarations confirment cette option. »

Sur le site de La Tribune, Romaric Godin (3) commente longuement les projets législatifs du gouvernement, les pressions de la presse allemande qui poursuit son offensive contre Tsipras avant d'expliquer que les créanciers de la Grèce continuent de jouer la politique du pire. De son côté, « Athènes table toujours sur le recul des Européens devant le risque d'accident. Et du côté européen, on doit penser que les Grecs ont la même crainte. » N'oublions pas, conclut Romaric Godin, « que l'essentiel du blocage n'est pas financier ou économique, il est politique. Et que, de ce fait, toute solution semble une défaite à l'une ou l'autre partie. Ce qui rend aujourd'hui la conclusion d'un accord très difficile politiquement, pour les deux parties. C'est dire si l'optimisme de façade du gouvernement grec sur un possible accord dans les jours à venir ne doit pas être pris au pied de la lettre. »

Jacques BLANGY

(1) <http://www.acrimed.org/article4646.html>

(2) <http://www.olivier-delorme.com/odblog/index.php?2015%2F04%2F29%2F552-intox>

(3) <http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-comment-alexis-tsipras-tente-de-contourner-les-blocages-des-creanciers-472947.html>

L'Afrique vue du Brésil

Sous l'impulsion du président Lula Da Silva (2003-2011), le Brésil s'est imposé sur le continent africain comme un partenaire économique et politique incontournable.

Le Brésil et l'Afrique ont partagé un destin commun pendant de nombreux siècles. Depuis le commerce triangulaire au XVI^e siècle, les liens entre le Brésil et l'Afrique, incluant les flux de marchandises et d'hommes ainsi que les interactions sociales, et les échanges d'idées et de compétences ont augmenté jusqu'au XIX^e siècle. Puis, avec l'indépendance du Brésil en 1822, les relations se sont distendues. Ce dernier privilégiait les échanges avec l'Amérique latine et l'Occident alors que l'Afrique pliait sous les assauts européens. À partir de 1950, avec la décolonisation et la mondialisation des échanges, le Brésil a opéré un rapprochement que l'on doit nuancer parce qu'il était resté très proche du Portugal et qu'il ne voulait pas risquer de lui déplaire en sapant son influence sur les nouveaux États. La présidence de Lula marque le début d'une nouvelle ère de coopération Sud-Sud.

Celle-ci s'organise autour de trois pôles : l'exploitation commerciale, l'aide au développement et le rapprochement culturel.

Si le Brésil est parti en Afrique, au premier abord, c'est qu'il avait un intérêt majeur : le pétrole. Rapidement, l'entreprise pétrolière Petrobras a acquis des champs pétrolifères *on* puis *offshore*. Multipliant ses interventions, Petrobras s'est ensuite lancé dans l'exploitation du gaz africain. Suivant ce modèle de réussite, Vale, une grande entreprise minière, a commencé à investir en Afrique. Le Brésil voit loin. En effet, non content d'exploiter les ressources du continent, ils essaient de l'intégrer à ses stratégies commerciales et politiques. C'est ainsi que Petrobras a acheté de nombreuses terres agricoles afin de développer la fabrication d'éthanol, faisant passer le Brésil au rang de deuxième plus grand producteur mondial d'éthanol. En soutenant le

biocarburant et les véhicules associés, le Brésil s'assure des débouchés. Un Africain sur trois appartient à la classe moyenne. Voilà qui risque de constituer un réservoir de consommateurs intéressant à l'avenir.

En ce sens ne peut-on pas voir des similitudes entre l'action brésilienne d'aujourd'hui et le plan Marshall ? En permettant à l'Afrique de se développer, le Brésil s'assure un partenaire financier et politique majeur qui a un poids véritable déjà de par sa démographie et ses ressources naturelles. La « diplomatie de la générosité » que revendique le Brésil, n'est pas sans rappeler celle des États-Unis au sortir de la guerre. Alors que les seconds encourageaient la reconstruction, les premiers par l'intermédiaire de l'EMBRAPA (1) (Entreprise Brésilienne de Recherche Agricole), soutient des initiatives de transferts de compétences. Des associations favorisent également les politiques d'accès au soin et le développement de l'électricité dans les zones reculées.

Comme le Brésil a été, et continue d'être, un bénéficiaire de l'aide au développement, depuis des décennies, il se présente comme un partenaire familiarisé avec les problèmes de développement.

D'ailleurs, les similitudes sont grandes entre les deux territoires, c'est ce qui a permis à des entreprises comme Petrobras d'exploiter des gisements dont l'accès pouvait sembler problématique. Comme tout pays en développement, on retrouve les problématiques de la réduction de la pauvreté, la santé et la sécurité énergétique. Dans ces domaines, il faut noter que le Brésil a particulièrement bien réussi. Il a ainsi mis en place le plus grand programme de transfert d'argent du monde, la Bolsa Familia (2) qui a extrait 50 millions de personnes de la pauvreté, et le plus grand programme d'électrification rurale dans le monde, Luz para Todos, (3) qui a apporté l'accès à l'électricité à trois millions de familles dans les zones reculées. Enfin, dans le domaine de la santé, le Brésil a été salué pour le succès de son programme qui a permis de réduire significativement la mortalité et la morbidité au Brésil. Tout cela fait du Brésil une

référence en matière de développement.

Pour essayer de gagner plus de poids vis à vis des pouvoirs en place en matière internationale, la Brésil a commencé par former des coalitions avec des pays en développement, au sein des organisations internationales. En tant que continent abritant 54 pays en voie de développement et donc un nombre identique de voix dans les organisations internationales, l'Afrique est au cœur de la coalition Sud-Sud depuis Lula. Le succès du Brésil est loin de rassembler toute l'Amérique du Sud derrière sa bannière.

Le rapprochement avec l'Afrique pourrait lui permettre d'obtenir le soutien nécessaire à ses ambitions afin d'obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

Le Brésil n'a plus vraiment besoin des ressources pétrolières de l'Afrique, pour tant on voit bien qu'il a tout intérêt à rester bon ami avec ses camarades outre-Atlantique. C'est pourquoi, il a procédé, il y a quelques mois à l'annulation de 900 millions de dollars de dettes au profit de huit pays africains, principaux partenaires commerciaux. Le nouveau défi consiste à rééquilibrer la balance commerciale afin que les exportations brésiennes vers l'Afrique rattrapent les importations. Cela semble tout à fait faisable si on en croit l'Apex, l'agence de promotion de l'exportation du Brésil, puisqu'il est possible d'accroître l'exportation des denrées alimentaires. Cela pourrait permettre à l'Afrique de nourrir sa population grandissante, régulièrement atteinte par la malnutrition.

Cette diplomatie Sud-Sud est remarquable mais elle reste toutefois à nuancer. En effet, la Chine se maintient comme partenaire privilégié des États africains, de même que les anciens pays colonisateurs. Les difficultés financières de l'Afrique limitent son développement de telle manière que toute la bonne volonté brésilienne ne saurait la sortir de l'embarras dans l'immédiat.

Yvonne RICHTHOFEN

(1) Est un organisme de recherche public, sous tutelle du ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Approvisionnement, doté d'un budget en 2008 d'environ 368 millions d'euros. Composé de plus de 8 400 salariés dont 2 125 chercheurs (23 % ayant un diplôme de Master et 76 % un Doctorat). (références IRD Brésil).

(2) Bourse d'études de la famille.

(3) Lumière pour tous.

Le roi en Parlement

Contrairement aux apparences et aux interprétations classiques du droit constitutionnel, les élections britanniques du 7 mai mettent en cause la Reine, son statut, ses pouvoirs et sa succession.

Constitutionnellement parlant en effet, la Reine ne choisit pas le Premier ministre mais appelle le dirigeant du parti ayant obtenu la majorité des sièges à la Chambre des Communes. À condition bien entendu que ce dirigeant soit clairement désigné par les siens, ce qui n'avait pas été le cas au parti conservateur dans les années soixante, laissant une marge de manœuvre à la Reine. Ou à condition qu'un parti n'obtienne pas à lui seul la majorité absolue, ce qui fut le cas en 2010 avec la formation du premier cabinet de coalition depuis 1945. La situation risque d'être plus compliquée au lendemain du 7 mai.

Deux cas de figure peuvent se présenter, tous deux délicats : les Travaillistes n'obtiendraient de majorité qu'en cas d'alliance avec le Parti National Ecossais qui lui aurait taillé des croupières en Écosse, devenant le troisième parti du Parlement, rendant quasi inéluctable l'organisation d'un nouveau référendum. La Reine, qui a déjà eu de la peine à maintenir sa totale neutralité lors du premier référendum (dont on sait néanmoins qu'elle le regrettait, même si son statut de reine d'Écosse n'était pas contesté), pourrait-elle donner de bon gré son consentement à un cabinet qui ouvrirait au démantèlement de l'unité du royaume ?

Les Conservateurs, quant à eux, se sont engagés à tenir un référendum sur le maintien ou non de la Grande-Bretagne dans l'Union européenne. La Reine, favorable à l'adhésion en 1973, allant jusqu'aux limites de sa neutralité, s'est montrée discrète sur le sujet ces derniers temps.

Le vote prévu fin 2016 serait une épreuve pour elle pour plusieurs raisons de fond :

D'abord on attribue jusqu'à présent à la monarchie et à la Reine personnellement un effet de frein sur la montée de l'extrême droite dans le Royaume et sur son comportement. Eu égard à la Reine, il est difficile à un dirigeant d'extrême droite de dépasser certaines bornes de bienséance. En irait-il toujours ainsi si ce n'était plus elle ou si elle déclinait trop ? En 2020, échéance de cette législature, Élisabeth II aura 94 ans !

La seconde raison de fond est une nouvelle fois le sort de l'unité du Royaume dans la mesure où l'Écosse voterait pour rester dans l'UE au contraire de l'Angleterre.

Troisième raison : l'alternative au choix européen serait pour ses adversaires le renforcement des liens avec la « sphère anglophone ». Or rien n'est acquis de ce côté ni une succession automatique dans les pays dont la Reine est toujours la souveraine (Canada, Nouvelle Zélande, Australie, Jamaïque et quelques autres) ni la présidence du Commonwealth qui peut fort bien décider de se doter d'une autre « présidence » ou d'une présidence tournante.

Ces enjeux politiques sont tels que le

riddh, demi-frère du roi actuel, effectuait également une visite de travail en Chine en tant que président du parti Funcinpec.

Autriche

Le 23 avril : Suite à un entretien de l'archiduc Ferdinand Zvonimir de Habsbourg-Lorraine qui réclamait qu'on l'appelle par ses titres, des députés écologistes élus au Parlement autrichien ont réclamé l'élaboration d'une nouvelle loi fixant des amendes pour le port de titres de noblesse, interdit dans le pays depuis 1919.

Jordanie

Le 24 avril : L'héritier au trône de Jordanie, Hussein ben Abdallah âgé de 20

« mystère » de la monarchie britannique est de plus en plus battu en brèche. On ne parle pas ici de la vie privée, mais de la fonction publique : la Cour suprême britannique a rendu le 26 mars dernier un arrêt peu remarqué mais capital : sept ministères sont contraints de rendre publiques vingt-sept lettres écrites par l'héritier de la Couronne, le prince Charles, en 2004-2005. Le requérant, le quotidien **The Guardian** qui ne cache pas ses tendances républicaines, se fondait sur une loi sur la liberté d'information en vigueur depuis 2003. Le futur cabinet aura à se prononcer sur l'amendement de la loi pour protéger la Reine et les deux premiers princes dans la succession. La Reine n'intervient évidemment jamais par écrit mais s'entretient chaque semaine avec le Premier ministre. On voudra bientôt en connaître. Le prince de Galles en revanche, partisan d'un rôle actif de la monarchie sur des sujets de société, ne se prive pas d'envoyer chaque jour quantité de mémos à qui de droit, souvent au nom de la quinzaine de fondations qu'il a créées et dont il est le président, dans les domaines les plus divers de l'environnement à la santé, l'architecture, l'éducation, le dialogue interreligieux, la pauvreté, le climat, la liste n'est pas exhaustive. (1) Il le faisait jusqu'à présent en toute liberté avec le sens de ses responsabilités non encore de roi mais d'héritier du trône, les politiques démocratiquement élus gardant bien entendu le dernier mot. La Constitution non écrite du Royaume qui fait du monarque un « King-in-Parliament », un en trois : Chambre des Communes, Chambre des Lords et Roi, fait qu'il ne saurait être coupé de la fonction législative.

Yves LA MARCK

(1) Catherine Mayer - « **Charles The Heart of A King** » (Charles Le cœur d'un Roi), Londres 02/2015, WH Allen, 448 pages, prix public : 23,84 €.

ans, est devenu le plus jeune prince à présider une réunion du conseil de sécurité à l'ONU où il a dénoncé le radicalisme musulman qualifié de « poison idéologique. »

Russie

Le 25 avril : Le gouvernement russe a organisé les transferts des corps du grand-duc Nicolas Nikolaïevitch de Russie (ancien généralissime de Nicolas II) et de son épouse depuis la France vers Moscou afin de les ré-inhumer et de leur organiser des funérailles nationales.

Frédéric de NATAL

Brèves

Bulgarie

Le 7 avril : Le prince héritier Kardam de Bulgarie, fils aîné de l'ex-roi Siméon II, est décédé à l'âge de 52 ans, sept ans après un accident de la route dont il ne s'était jamais remis.

Cambodge

Le 17 avril : Le roi Norodom Sihamoni et la reine-mère Norodom Monineath Sihanouk étaient les invités d'un dîner offert par le président du Comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois. Le prince Norodom Rana-

Les villes intelligentes

Titulaire d'un Capes d'histoire, ancien élève de l'ENA, Claude ROCHET est professeur des universités, associé à l'Institut de management public et de gouvernance territoriale d'Aix-en-Provence après avoir exercé des responsabilités dans l'industrie. Il nous avait présenté en 2013 l'ouvrage d'Erik Reinert sur les politiques nationales de développement. Cette année, nous l'avons invité à nous faire découvrir *Les villes intelligentes*.

Royaliste : Les villes intelligentes, est-ce une idée nouvelle ?

Claude Rochet : Avant la révolution industrielle, les villes étaient intelligentes. Elles étaient conçues pour réaliser la synergie des activités économiques et des activités politiques : telle était, en France et partout dans le monde, la base du développement. Par exemple, le plan d'une ville médiévale était intelligent car il était fait pour organiser la coopération : il y avait la place des marchés, les rues des artisans, la rivière assurait l'énergie hydraulique, les voies de communication permettaient les relations commerciales et les habitants de la ville vivaient près des lieux d'activité. Les institutions nées de toutes ces activités veillaient à assurer les règles du jeu. Il y avait une logique qui résultait de l'apprentissage.

L'intelligence, c'est la capacité d'apprendre : analyser les effets d'une action pour la modifier par rétroaction.

Au fil des générations, les institutions analysaient l'évolution des situations et en

tiraient les conséquences pour le développement de la ville.

Royaliste : Pourquoi cette conception a-t-elle été abandonnée ?

Claude Rochet : Au XIX^e siècle, sous l'effet de la pression démographique, des besoins de l'industrie en main d'œuvre et de la « mort de la distance », on dissocie les activités industrielles des lieux d'habitation. D'où l'habitat insalubre et le début des problèmes de pollution. Ce problème est très tôt repéré et on a conçu les « cités jardins » pour essayer de le résoudre. Mais les cités jardins étaient réalisées selon une conception fixe de la sociologie urbaine, n'avaient pas de dynamique organique leur permettant d'évoluer et ce fut un échec...

Aujourd'hui, c'est au tour des pays émergents de s'urbaniser et ils vont consommer de plus en plus d'énergie – qui va devenir de plus en plus coûteuse. Il va donc falloir en trouver de nouvelles sources. Or l'énergie la plus économique est celle qu'on ne consomme pas : il faut donc, entre autres, rapprocher le lieu de travail du domicile, les déplacements quotidiens étant la principale cause de la consommation d'énergie et de la pollution.

La robotisation va jouer un rôle considérable – par exemple les grandes usines chinoises qui fabriquent les tablettes et les téléphones grâce à une main d'œuvre surexploitée vont disparaître, remplacées par des robots.

Il faut réconcilier le développement économique et le développement politique car le système actuel a creusé les inégalités. Il faut concevoir des villes où il y a harmonie entre les lieux de vie et les lieux de travail et qui permettront l'innovation.

Royaliste : Le laisser-faire n'est pas possible ?

Claude Rochet : Non. Il faut comprendre la physique de la ville : rien ne l'empêche de croître. On dépense moins en aménagement en faisant croître une ville que si l'on fait une autre ville, et la ville déjà construite offre sans cesse de nouvelles possibilités de développement économique car les gens sont déjà en contact. Mais il y a aussi les aspects négatifs : pollution, drogue, crime... Si on ne fait rien, la ville s'étend en tache d'huile jusqu'à la mégapole incontrôlable.

Il est parfois nécessaire de créer des villes nouvelles – comme Brasilia – plutôt que de restructurer un tissu urbain préexistant. Il faut penser la ville comme un système avec ses éléments physiques – le travail, l'habitat, le transport, le traitement de l'eau – que l'on peut modéliser.

Par exemple, on peut calculer l'optimum des flux de courant électrique en fonction des heures et des rythmes de consommation – aussi bien pour la collectivité que chez soi – en fonction des transports, des activités, de la conception des immeubles et des maisons...

La densité pose un problème difficile à arbitrer, car nous voulons à la fois jouir des opportunités de la proximité tout en ayant son espace : les pavillons consomment plus d'énergie, mais les tours ont un coût de gestion important. L'idée serait de créer de petites unités d'habitation et de travail ce qui est tout à fait possible avec les nouvelles technologies : on n'a pas besoin d'être physiquement présent dans les bureaux des grands ministères ou des tours de la Défense pour faire son travail. Il faut aussi construire des bâtiments intelligents, économes en énergie et sur le toit desquels on cultive des légumes et des fruits.

Royaliste : Mais comment vit-on dans la ville intelligente ?

Claude Rochet : Tout est connecté et les données sont stockées : le téléphone a une signature, on connaît le sexe, l'âge, les goûts de son utilisateur et c'est en fonction de ces données qu'on peut construire des sociotypes qui permettent de modéliser des comportements et des flux – par exemple les flux touristiques en fonction des habitudes des différents groupes d'étrangers lorsqu'ils viennent en France.

Cela dit, on ne peut pas modéliser la manière dont les gens entrent en relation et on ne peut pas leur demander, comme le pensent les ingénieurs, de s'adapter aux données physiques. On peut simplement comprendre la culture des uns et des autres et analyser des données – qui ne sont pas des statistiques mais des corrélations qui font apparaître des comportements. La question des relations entre les personnes est capitale, et c'est une question politique.

Royaliste : Où se feront les investissements ?

Claude Rochet : Aux États-Unis car la dérégulation a provoqué un immense désordre et il y a un énorme besoin de réfection des infrastructures. En Chine, en Inde, prochainement en Afrique. En Russie, les monovilles de l'époque soviétiques consacrées à une seule activité (l'espace, l'automobile) meurent à la façon de Detroit : il faut tout repenser en fonction de nouveaux éléments – je pense à la mise en œuvre du plan Arctique qui implique la construction de routes et de villes.

Il faut aussi penser le développement urbain dans les pays émergents. Nous sommes là en face de deux logiques. Nous, les Français, nous avons une offre pour tous les sous-systèmes : nous savons faire des trains, des métros, des réseaux d'assainissement.

En France, nous vendons des sous-systèmes sans comprendre que les Chinois copient massivement les techniques et font un énorme effort de formation car ils mettent l'accent sur l'intégration de ces systèmes en fonction d'un projet à long terme.

Il faudrait enfin comprendre que les Chinois ne raisonnent pas comme nous : ils veulent acheter des villes entières. Ainsi, ils ont commandé à un cabinet britannique (ARUP) des villes pour 500 000 habitants : les habitants trouveront des équipements complets pour se loger et travailler et tout est conçu pour réduire les transports et pour tout recycler. Mais il n'y aura pas deux villes intelligentes semblables.

Nous ne pouvons pas, en France, nous en tenir à la paresse du profit à court terme !

Rien n'est perdu car nous sommes très bons, comme les Américains, pour élaborer des systèmes complexes. Mais il faudrait que les dirigeants politiques soient capables de penser à long terme afin de

pouvoir offrir nos systèmes sur les marchés émergents.

Royaliste : Qui va concevoir ces villes ?

Claude Rochet : Aujourd'hui, ce sont les constructeurs de technologies numériques qui préemptent le marché. Il y a de grands chantiers : Cisco a conçu un très grand chantier en Corée mais la ville a été conçue pour le *business* mais avec un matériel concept électronique déjà obsolète avec la propagation du smartphone (le RFID).

Bien sûr, avec les nouvelles technologies, on peut tout connecter avec tout. Les humains avec les systèmes, les systèmes entre eux – par exemple un système d'information et une automobile, ce que l'on appelle l'internet des objets. Ensuite il faut réfléchir à ce qui doit rester humain et à ce qui peut entrer dans un système technique. Par exemple, une voiture peut freiner automatiquement si elle est trop proche d'une autre voiture. La sécurité y gagne mais encore faut-il faire totalement confiance au système qui doit être sûr à plus de 100%, 200% en pratique puisqu'il doit être redondant. De plus, des voitures équipées de systèmes performants croiseront des voitures dépourvues de ces équipements. Il faut donc arbitrer entre sécurité active et sécurité passive, faire des études d'ergonomie etc. On ne peut pas travailler sur des hypothèses de comportement car dans la vraie vie, de telles hypothèses ne se vérifient pas souvent. Pour concevoir tout cela, il faut que les entreprises en concurrence puissent coopérer. Il faut qu'elles travaillent avec les spécialistes des sciences sociales – ce qui, en France, est loin d'être facile : les industriels se méfient des sociologues et réciproquement.

Royaliste : Quels sont les enjeux politiques ?

Claude Rochet : Il faut rappeler une banalité : les villes sont habitées par des êtres humains. Nous devons prendre en compte la dislocation de la famille traditionnelle, la solitude des personnes âgées qui n'ont plus d'interaction sociale : au moindre bobo, on appelle les urgences car c'est le dernier lieu où l'on trouve une relation humaine. Donc il faut redévelopper les relations sociales dans la ville, créer des dispensaires de proximité, des cliniques de second niveau. Quand on a compris cela, on peut mobiliser la technologie : par exemple les chemises pour cardiaques, des chaussettes pour diabétiques et autres objets qui transmettent des informations sur l'état de santé. Ce type d'innovation est très intéressant car,



Claude Rochet

dans le cas des chemises, on peut mélanger une industrie à rendements décroissants comme le textile et une technologie nouvelle.

Il faut aussi envisager tous les problèmes posés par les technologies de l'information.

Il s'agit là d'une nouvelle révolution industrielle. Il faut bien entendu critiquer l'enthousiasme technophile : ce n'est pas parce qu'on connecte que c'est intelligent. Nous sommes placés devant deux options : celle du panoptique de Bentham qui est le modèle de la surveillance universelle. On peut aujourd'hui créer un enfer avec des technologies qui supprimeront toute confidentialité. Ou alors on peut choisir une certaine configuration quant aux relations entre les citoyens et les technologies de l'information, mais là encore il faut savoir qui va décider. Les Chinois, par exemple, retiennent une ville qui sera un système de villages connectés – en rupture avec le modèle occidental – et des grappes de villes moyennes. Il y a aussi en Nouvelle-Zélande la ville de Christchurch qui a été détruite par un tremblement de terre et qui est reconstruite sur le principe de la *Sensing city* : tous les objets seront communicants, personne ne sait à quoi cela servira – mais en même temps on développe un système de contrôle citoyen sur l'ensemble des données. Le grand problème est celui de la confidentialité car la mise en commun des données crée un monde invivable. Il faut donc un État qui soit un architecte au service du bien commun et capable de penser à long terme. Il faut aussi que les systèmes de vie soient gérés par les habitants afin qu'ils puissent bien vivre en ville.

Propos recueillis par
B. LA RICHARDAIS

Les pères du djihad

Fondée en 1928, la confrérie des Frères musulmans a théorisé et mis en pratique une action politique radicale en vue de la soumission du monde à un islam ultraconservateur. Les États-Unis et l'Arabie saoudite sont parties prenantes dans cette stratégie.

Lorsque le dernier sultan ottoman cède la place à Mustapha Kemal, la disparition du Califat sis à Istanbul bouleverse un instituteur égyptien, Hassan el-Banna, qui décide d'engager la lutte pour l'instauration d'un État islamique mondial.

Intelligent et déterminé, ce croyant proche du fondamentalisme wahhabite fonde en 1928 la confrérie des Frères musulmans et s'ingénie à la développer. Antidémocrate, hostile à toute promotion de la femme, Hassan admire tant Hitler qu'en 1940 il fait défiler ses jeunes militants en chemises kaki, avec chants, flambeaux et saccage de magasins juifs. En butte à la répression gouvernementale après la guerre, il fait assassiner le Premier ministre égyptien en décembre 1948 et meurt lui-même en février 1949 dans un attentat organisé par les services secrets égyptiens.

D'emblée, les Frères musulmans s'étaient donc organisés pour la conquête violente du pouvoir.

Cette stratégie fut ensuite explicitée par Sayyed Qotb (né en 1906, pendu en 1966), principal idéologue des Frères musulmans et théoricien du djihad mené pour le triomphe d'une religion globale, qui serait l'ennemie de toutes les patries - « *le musulman n'a pas de nationalité* » - et des gouvernements musulmans qui ne respectent pas intégralement la charia. La guerre sainte des Frères est à la fois une guerre contre les chrétiens, les juifs et les musulmans apostats : telle est bien la ligne suivie par tous les groupes djihadistes qui agissent aujourd'hui pour tuer ou dominer tous les « infidèles ».

Dans le livre très informé qu'il consacre aux Frères musulmans, (1) Chérif Amir explique comment l'action de la confrérie fut menée en Égypte, contre la monarchie en

appui du mouvement des Officiers libres puis contre Nasser qu'ils tentèrent d'assassiner en octobre 1954 - ce qui leur valut d'être durement réprimés jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Anouar el-Sadate. Le nouveau raïs se posa en « *président croyant* » et décida de s'appuyer sur les Frères musulmans et de libéraliser l'économie. La protection sociale étant délaissée par le gouvernement, les Frères se chargèrent de l'action caritative tout en travaillant à l'éducation des jeunes et à la conquête des médias - non sans organiser des groupes armés en vue de l'élimination de Sadate.

Celui-ci finit par se retourner contre les Frères qui décidèrent de l'éliminer, ce qui fut fait en octobre 1981.

À son tour, Hosni Moubarak chercha à manœuvrer les Frères. Il libéra Ayman el-Zawahiri, futur chef d'Al-Qaïda, ainsi que l'auteur de la fatwa contre Sadate, voulut empêcher le développement de la confrérie en Égypte et permit que certains djihadistes aillent combattre les Soviétiques en Afghanistan. Les moudjahidines en revinrent pour monter des attentats en Égypte en vue de la prise du pouvoir... Moubarak chercha cependant l'apaisement, libéra 16 000 islamistes et laissa la confrérie devenir l'opposition officielle. Une fois de plus, les Frères jouèrent double jeu : légalistes quand cela leur profitait, ils devinrent révolutionnaires à la faveur des printemps arabes.

Chérif Amir explique les raisons de la chute de Moubarak et de la montée en puissance des Frères musulmans qui par-

viennent à faire élire à la présidence Mohamed Morsi en juin 2012. Leur triomphe est de courte durée : dans un climat de violence généralisée, la main mise des Frères sur l'appareil d'État, l'intimidation physique des magistrats et des journalistes, la tentative de prise de contrôle de l'armée, l'effondrement de l'économie égyptienne et les premières mesures d'islamisation provoquèrent une immense réaction populaire et, en juillet 2013, l'élimination de Mohamed Morsi par le général al-Sisi et l'institution militaire... Selon Chérif Amir, la défaite des Frères en Égypte est une « *déroute internationale* » pour la confrérie : la politique étrangère de la Turquie est en échec, les islamistes libyens sont plongés dans le chaos général, el-Béchir est en difficulté au Soudan, Ennahda a perdu le pouvoir en Tunisie et l'influence des Frères recule en Europe - notamment celle de l'UOIF (Union des Organisations islamique de France) qui est leur courroie de transmission en France.

Au fil de cette histoire, Chérif Amir souligne le jeu trouble des États-Unis et celui, complexe, de l'Arabie séoudite et du Qatar.

Déjà, en 1953, le président Eisenhower avait reçu Saïd Ramadan, délégué général des Frères musulmans, père du médiatique Tariq. Cette rencontre amorça une longue collaboration entre les États-Unis et la confrérie, considérée comme un mouvement conservateur très utile dans la lutte contre le communisme et contre Nasser, anticommuniste mais coupable de coopération avec les Soviétiques. Les États-Unis et l'Arabie séoudite appuyèrent également les Frères qui menaient le djihad en Afghanistan contre les troupes soviétiques. La rupture entre les Saoudiens et la confrérie eut lieu après les attentats du 11 septembre et les Frères se tournèrent vers le Qatar qui finança leurs opérations subversives en Égypte jusqu'en 2013. Le gouvernement américain appuya les Frères pendant les événements de 2011 et Hillary Clinton se rendit au Caire pour assister à la prise de fonction de Mohamed Morsi... La constance américaine dans l'aveuglement est l'une des causes, non la moindre, du rôle joué par les agents d'une idéologie manifestement totalitaire.

Yves LANDEVENEC

(1) Chérif Amir — « *Histoire secrète des Frères musulmans* », préface d'Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité de la DGSE, Ellipses, 02/2015, 240 pages, prix public : 21 €. »



Le retour de Chesterton

Comment expliquer ce retour inopiné du génial inventeur des aventures du père Brown ? *Le Figaro* et *Le Monde* lui consacrent leur dossier littéraire, sans atténuer d'aucune réserve l'admiration de leurs critiques. Sans doute est-ce l'actualité éditoriale qui explique d'abord l'intérêt pour cet écrivain original, dont l'essentiel du talent, et surtout du génie, tient à sa personnalité complètement décalée. Il vient de paraître les traductions de deux de ses derniers essais, alors que François Rivière nous offre la première biographie en notre langue de celui qu'il appelle « le divin Chesterton ». J'avouerai qu'il m'a énormément appris, car si j'ai lu, dès l'enfance, les textes de l'intéressé, j'ignorais les étapes de son évolution personnelle. J'avais l'impression que Chesterton, dès le départ, était tout à fait lui-même, et qu'il n'avait jamais fait qu'obéir à son élan intérieur pour développer dans son œuvre une vision souriante et optimiste de l'humanité. Ce qui était vrai d'ailleurs en grande partie, mais c'était tout de même sous-estimer un cheminement existentiel, un développement intérieur qui lui permit d'accéder à la maturité de son inspiration. Au commencement, il y a les dons inimaginables d'un personnage lunaire, dont la simple apparence physique est un défi à la normativité. Il faut l'imaginer avec sa stature colossale, se levant de son siège de bus londonien, pour laisser sa place aux dames, mais c'est ainsi trois d'entre elles auxquelles il permet de s'asseoir. Le plus remarquable est que réside dans ce corps massif un esprit dont l'imaginaire sans cesse en mouvement créera un univers innombrable, à la mesure de ses rêves et de sa verve inépuisable.

Puisqu'il faut mettre les pieds dans le plat, j'affirmerai que la première vertu du personnage est d'abdiquer tout esprit de sérieux, en nous sortant de la lourdeur rationaliste de l'époque. Seule la puissance onirique nous ouvre le monde et ses secrets. Cet anglican devenu catholique s'affirme résolument agnostique en ce qui concerne le matérialisme. Il n'a pas assez foi en la matière pour croire qu'elle est capable de produire à elle-seule tous les sortilèges dont il est l'inlassable témoin. Agnostique évidemment à l'égard de la religion du progrès, il n'en professait pas moins un optimisme assez radical. Sûrement pas celui dénoncé par Bernanos ! Chesterton n'ignore nullement la part maudite d'un univers au sein duquel il confessa avoir pu sombrer dans le cours d'un « aveugle suicide spirituel ». Peut-être un peu à la manière de notre Huysmans, il a côtoyé le monde obscur du spiritisme, et s'il a pu émerger du diabolisme, c'est qu'il croyait réellement au diable ! Avant même toute conversion religieuse ou élaboration philosophique, c'est par une révolte intérieure qu'il a échappé au vertige du néant : « ... j'imaginai une théorie bien à moi, une théorie rudimentaire, vague et mystique. En substance, elle se ramenait à ceci : que le simple fait d'exister, réduit à ses limites essentielles, était déjà assez extraordinaire en soi pour être exaltant. N'importe quoi était magnifique, comparé à rien. La lumière du jour ne serait-elle qu'un rêve, c'était un rêve diurne ; ce n'était jamais un cauchemar. Le seul fait que l'on pouvait déployer, mouvoir autour de soi ses bras et ses jambes prouvait que ce rêve diurne ne comportait pas le sentiment de paralysie que comporte le cauchemar. Ou bien, si c'était là un cauchemar, c'était un plaisant cauchemar. En fait, j'étais allé, en tâtonnant, jusqu'à rejoindre une position pas très éloignée de cette phrase de mon puritain de grand-père, quand il disait qu'il remerciait Dieu de l'avoir créé, même s'il devait perdre son âme. »

Cet optimisme vital est appelé à s'épanouir bien au-delà, ainsi qu'il l'affirme dans le même texte de son autobiographie : « À l'arrière plan de notre esprit, si l'on peut dire, sommeillait, oublié, ce grand étonnement de notre existence même, tout prêt à jaillir à la première occasion. Le but de la vie artistique, de la vie spirituelle était de creuser jusqu'à le dégager ce lever de soleil englouti, cette aurore de surprise ; afin qu'un homme assis dans son fauteuil puisse comprendre soudain qu'il est vraiment vivant et être humain. » Le bonheur, la joie d'être, Chesterton va en être le perpétuel découvreur et propagandiste. C'est ce qui étonnera et séduira quelques uns de ses lecteurs contemporains, parmi les plus éminents. Tel Borgès qui parlera de « la félicité enfantine de ses livres » et aussi Kafka pour qui « cet homme est tellement joyeux qu'on se dit qu'il a rencontré Dieu. »



Ce poète du fantastique n'en a pas moins été parfaitement incarné dans les réalités de son temps. Il a été un bon Anglais, il a milité pour son pays, notamment pendant la Première Guerre mondiale. Il a côtoyé tous ses partenaires de la République des lettres, jusqu'à se montrer complice de ceux qui lui étaient les plus contraires. François Rivière met ainsi en valeur ses relations avec Bernard Shaw : « N'y a-t-il pas entre ces deux hommes, le rouquin filiforme et tempétueux et le colosse bon enfant, une antinomie physique dont ils s'amuse eux-même et qui, lors de leurs nombreuses apparitions publiques, devient en quelque sorte leur fonds de commerce. » On pourrait aussi associer à ce duo, un autre formé avec le fameux H.G. Wells, l'auteur de *La guerre des mondes*, qui lui écrivit un jour : « Si après tout mon a-théologie s'avère fausse et votre théologie vraie, il me semble que je pourrai tout de même accéder au ciel (si je le désire) en me recommandant de vous. Soyez béni ! » Ce n'est là qu'un des multiples aspects d'une vie foisonnante marquée par une fécondité littéraire, journalistique, invraisemblable.

Je n'ai pas, personnellement, suffisamment étudié la théorie chestertonienne du distributisme pour en parler avec pertinence. Mais elle doit être signalée, car elle a beaucoup mobilisé son concepteur, ennemi déclaré aussi bien du capitalisme que du socialisme. N'y a-t-il pas une certaine nostalgie ruraliste dans cette défense du retour à la paysannerie et à l'artisanat ? Son biographe paraît en être quelque peu agacé. Mais les sentiments qui inspirent ce militantisme ne sont pas négligeables. Chesterton expliquera à l'excellent Frédéric Lefebvre que « les Anglais ont perdu le véritable sens de la dignité humaine qui s'établit sur l'égalité chrétienne. On a traité les pauvres avec mépris. La bonté du pasteur et du hobereau campagnard est plus méprisante que celle du propriétaire foncier de France. » On peut sans doute penser que ce grand admirateur de Dickens n'avait pas pardonné la sauvagerie d'un capitalisme qui provoquerait la réaction d'un Karl Marx. Marx auquel il restera toutefois allergique, car à son encontre, il est persuadé que c'est l'irréligion qui est l'opium du peuple. Mais l'engagement politique de Chesterton n'était jamais que la résultante de son étonnant regard, d'autant plus perspicace qu'il ne se refusait rien de l'énigme que l'homme est à lui-même.

Gérard LECLERC

François Rivière — « **Le Divin Chesterton** » - Biographie, Coll. Hors Collection, Rivages, 224 pages, 04/2015, prix public : 21 €.

G. K. Chesterton — « **L'homme à la clé d'or** » - Autobiographie, Coll. Le goût des autres, Les Belles lettres, 448 pages, 01/2015, prix public : 14,90 €.

Gilbert Keith Chesterton — « **La chose : pourquoi je suis catholique** », Coll. Climats, Flammarion ; 04/2015, prix public : 22 €.

Carnets de thèse

Le roman graphique est un genre littéraire en pleine expansion et qui recèle quelques pépites. Celui que vient de publier Thiphaine Rivière en est un. Drôle et grinçant, il nous fait découvrir la descente aux enfers d'une jeune thésarde en sciences humaines. Terrible et jubilatoire.

Prolégomènes

Avez-vous déjà envisagé de faire une thèse de littérature ?

Non ? Pas grave, Jeanne Dargan, jeune professeur de collège en ZEP l'a fait pour vous. Son sujet ? Le motif labyrinthique dans la parabole de la loi du procès de Kafka. Respect. Et une fois que le sujet est accepté par le directeur de thèse (ici le redoutable Alexandre Karpov, spécialiste connu et reconnu de Kafka), l'aventure commence... Ou plutôt la descente aux enfers. Présentons rapidement les acteurs de ce drame en trois actes (une thèse = trois ans, donc trois actes... Suivez un peu).

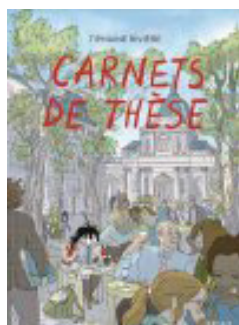
Paris XXII : un monde impitoyable

À tout seigneur tout honneur commençons par le directeur de thèse. Personnage mythique. D'un froncement de sourcil, d'un mot choisi, il vous conduit à la félicité. Certes, il met des mois à répondre à vos mails. Il est toujours parti en colloque, à Rome ou ailleurs, propageant dans le monde l'excellence française. Mais sur son injonction, vous passez des nuits à lire l'œuvre de Schopenhauer. Pourtant ce n'est qu'un homme ordinaire qui prend son bain tous les matins, répond en slip à vos mails et ne rêve que de se débarrasser des importuns, vous en fait.

Puis ses collègues. Ils collectionnent les thésards comme vous les étiquettes de camembert (si, si...), hurlent contre votre thèse de 700 pages, ignorent vos contributions dans les colloques et évitent de vous parler ou bien, lors de votre soutenance, vous reprochent de ne pas avoir cité leur dernier article si brillant paru trois jours plus tôt. Il y a aussi celui qui veut que son

nom apparaisse en caractères gras sur les cartons d'invitation ou les affiches du prochain colloque. N'oublions pas enfin le chouchou du directeur de thèse. Titulaire d'une bourse, Justine (elle s'appelle Justine) est en permanence auprès du Maître, anticipant ses moindres desideratas, s'imposant comme sa principale collaboratrice. Il lui rend publiquement hommage pour mieux la charger de travail au détriment de ses propres recherches, mais être si près du soleil... Elle ne ratera jamais une occasion de vous rappeler avec une modestie feinte que elle, elle a obtenu l'agrégation, que elle, elle est sortie de l'ENS, mais que cela compte si peu... Et au-delà il y a tout ce monde de doctorants que l'on croise parfois, balançant entre dents longues et anti-dépresseurs, votre meilleur ami et votre pire ennemi.

La secrétaire du département des thèses, Kafka y a-t-il jamais été confronté ? Il aurait du. Non qu'elle soit mauvaise en soi. Elle est simplement blasée d'inscrire si souvent des étudiants en thèse qui ne la finiront jamais. Elle n'en peut plus d'être le bureau des pleurs d'étudiants stressés, déprimés, disjonctés. Elle en a vu tant et tant. C'est fatigant dès le lundi à 9 heures. Remarquez, elle n'est pas aussi atroce que **cette responsable administrative** qui omet de vous expliquer que vous ne serez pas payée pour le cours semestriel que vous avez délivré parce que vous n'avez pas d'emploi à côté. Mais qu'est-ce que l'argent en regard d'une ligne supplémentaire sur un CV ? Elle prendra soin bien sûr de vous attribuer un cours dans une spécialité qui n'est pas la vôtre, vous obligeant à un travail de folie au détriment de votre thèse. Souriez et dites merci.



Au sommet, le **ministre** qui veut des étudiants efficaces, rentables et productifs, non mais... La **Bibliothèque nationale**, ce temple de la culture et de la lecture, une bouche immense qui dévore ses enfants comme un dieu grec, sur-informatisée, suréquipée, surprotégée ! Le Fort Knox du savoir ! 189 000 livres en littérature médiévale (vous n'auriez pas un *Que sais-je ?*). Elle devient très vite votre deuxième maison, votre plage au soleil, le réceptacle de vos rêves.

La thésarde cette héroïne

Enfin il y a vous, et ceux qui vivent avec vous autour de vous. Commençons par les seconds.

Le **banquier**, celui à qui vous venez demander un prêt en lui expliquant que vous faites une thèse sur Kafka et que, pour ce faire, vous vous êtes mise en disponibilité. Il est blasé. Il a un cousin comme vous. Même pas peur. Mais vous n'aurez rien ou si peu, ce qui ne doit pas vous empêcher de songer à votre découvert.

La **caissière de supermarché**, elle aussi, autrefois, a fait une thèse, en paléontologie.

La famille : l'**insupportable cousine** (vous savez la poule pondeuse) dont les mioches vous demandent si vous comptez un jour faire quelque chose de responsable plutôt que de continuer votre thèse ; le **cousin scientifique** qui lui aussi fait une thèse et que tout le monde écoute parce que lui, c'est du sérieux ; les **parents** qui ne comprennent rien à votre sujet de thèse et qui voudraient bien savoir quand vous allez trouver un fiancé. Le **fiancé**, cet autre héros avec qui vous vivez et est parti un jour, parce que la thèse a tout envahi et qu'il n'en peut plus.

Et vous, vous qui avez tout sacrifié, vous dont le physique lui-même a changé et qui se demande à 32 ans ce qu'elle a bien pu vivre à part les petits boulots, les pizzas dégueulasses, les heures d'angoisse, les larmes et un immense sentiment de vide. Et un jour, il y a la soutenance, le précieux Graal qui n'est que le début du marathon pour le recrutement, auquel il vaut mieux ne pas concourir si vous n'avez pas fait l'ENS, l'agrégation... Carnets de thèse, un livre entre rires et larmes à consommer sans modération.

Marc SÉVRIEN

Thiphaine Rivière - « **Carnets de thèse** », Sciences Humaines (H. C.) Le Seuil, 03/2015, 180 pages, prix public : 19,90 €.

Actualités de la Nouvelle Action Royaliste



Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 30. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 13 mai : Docteur en sociologie, **Philippe MEYER** produit sur France Inter « la prochaine fois je vous le chanterai » et, sur France Culture, « L'esprit public ». Vingt ans après « Dans mon pays lui-même », il a repris la route, mais aussi le train, le bateau, l'avion et le vélo électrique pour aller voir **Les gens de notre pays** : ceux dont on ne parle guère ou pas du tout quand on évoque la France et les Français.

Nous parlerons de Tulle, qui n'est pas seulement la ville dont le maire est devenu président, de l'île de Groix et de sa gendarmerie, du trop méconnu Carladez et de Mur-de-Barrez qui se situent bien entendu en Auvergne, de l'installation du Louvre à Lens, du musée du président Chirac à Sarrazin, de Vic-Fezensac et de Saint-Jacut-de-la-Mer, de l'atelier de tapisserie de Lodève, lié à l'histoire des harkis... Nous serons loin, très loin du RER et du Café de la Paix mais toujours dans notre France dont il est bon de rappeler les multiples visages.

Mercredi 20 mai : Diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, docteur d'État en droit et agrégé des facultés de droit, **Bertrand WARUSFEL** est professeur à l'Université de Lille 2 et avocat au Barreau de Paris, spécialiste en droit de la propriété intellectuelle et des nouvelles technologies. En 2000, il nous avait présenté son ouvrage « Contre-espionnage et protection du secret » qui portait sur l'histoire, le droit et l'organisation de la sécurité nationale en France.

Par l'ensemble de ses travaux et recherches, Bertrand Warusfel est particulièrement qualifié pour **analyser le projet de loi relatif au renseignement** qui est en débat au Parlement et qui provoque de vives polémiques. Faut-il suivre ceux qui dénoncent un « projet liberticide » et se mobilisent « contre le Big Brother français » ? Faut-il au contraire approuver une logique juridique et politique qui rapprochera la France des normes internationales en matière de contrôle démocratique des activités de renseignement ?



38, rue Sibuet - Boîte n° 13
75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :
05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

Rédaction-administration

Souscrire !

Lancée depuis deux mois, notre souscription annuelle donne de très modestes résultats.

Je veux remercier toutes celles et tous ceux qui ont répondu immédiatement ou très rapidement à notre premier appel.

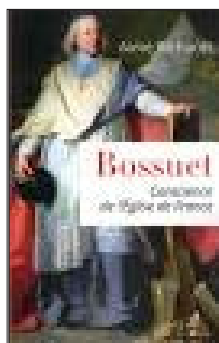
Mais nous sommes encore à la peine. Malgré une impitoyable réduction des coûts, nous avons des retards de paiement et nous sommes contraints de différer de menus investissements.

Dans les deux mois qui viennent, il nous faut réunir 15 000 euros pour avoir l'assurance de continuer notre action.

Chaque fois que nous recevons un chèque, nous savons qu'il représente un réel sacrifice. Nous y répondons par nos remerciements mais surtout par une rigueur extrême dans notre gestion et par le souci constant d'améliorer la rédaction et la présentation de Royaliste.

Merci de venir à notre secours.

Yvan AUMONT



Aimé RICHARDT

« *Bossuet, Conscience de l'Eglise de France* »

Éd. François-Xavier de Guibert,
12/2014, 363 pages,
prix public : 19,90 €.

« Son génie le place au premier rang des hommes qui ont le plus honoré l'esprit humain dans le siècle le plus éclairé. »

Cardinal de Bausset

Bulletin d'abonnement à Royaliste

Nom/Prénom :

Adresse :

..... Profession :

Date de naissance : Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) - () six mois (30 €) - () un an (50 €) - () un an soutien (120 €)

() abonnement annuel en PDF (40 €) - () abonnement annuel de soutien en PDF (50 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet - boîte n° 13 - 75012 Paris

Qu'ont-ils fait de la Victoire ?

Nous célébrons la victoire de la France et de ses alliés. **Victoire de la civilisation** sur le projet, atrocement nihiliste, du nazisme. **Victoire militaire et politique** sur l'Allemagne : le 8 mai 1945, « *c'en était fini pour longtemps de ce Reich conquérant, qui, trois fois en l'espace d'une vie d'homme, s'était rué à la domination.* » (1) **Renaissance de la nation française** : la République comme bien commun, la démocratie par la souveraineté populaire et l'exercice des libertés publiques. Et réaffirmation par le général de Gaulle de cette **légitimité** effacée pendant un siècle au profit d'une légalité qui avait été détruite le 10 mai 1940 : une légitimité qui fonde le pouvoir politique sur l'histoire, sur le service rendu à la patrie – la libérer par les armes, lui redonner son rang - et sur le consentement populaire.

Lorsque l'Allemagne capitule, la France a déjà engagé sa révolution économique et sociale par laquelle s'invente, dans la démocratie, contre tout totalitarisme, un socialisme ainsi défini : la juste répartition du revenu national est la condition de la croissance d'une économie souplement planifiée dans laquelle les entreprises publiques jouent un rôle moteur. Mais il faut attendre le retour du général de Gaulle aux affaires pour que la Constitution politique - celle d'une monarchie républicaine, démocratique et parlementaire - donne pleine efficacité à notre constitution administrative et soutienne notre constitution économique et sociale.

Les révolutions de 1944 et de 1958 étaient bien entendu marquées par l'inachèvement : il fallait étendre la protection sociale, il fallait inventer une participation des salariés à la gestion des entreprises privées et il y avait, dans la conduite de la politique économique, beaucoup trop de Pinay, de Giscard d'Estaing, de Rueff, de Pompidou... Mais, au début des années soixante-dix, il y avait la possibilité de fonder, sur le socle des acquis, un nouveau mode de développement national et international dans l'espoir, qui commençait à poindre, de la réunion de l'Europe continentale.

Nous avons eu, au contraire, une formidable régression que les socialistes de 1981 ont quelque

peu retardée avant de rendre les armes - tandis que le parti chiraquien continuait de renier les principes de la politique gaullienne. Nous avons été et nous demeurons confrontés à un travail négatif de révision historique : dénonciation d'un prétendu mythe de la Résistance ; discours officiels sur la « France coupable » ; victoire sur l'Allemagne oblitérée par la lutte contre le nazisme ; négation des histoires nationales et de l'histoire elle-même dans l'idéologie du marché mondialisé. Tel fut, tel est l'esprit du temps qui préside à l'entreprise concrète de destruction des institutions politiques, à l'abandon de toute exigence quant à la souveraineté nationale, à la liquidation de l'œuvre économique et sociale de la Libération.



Soixante-dix ans après la Victoire, la République où l'on gouverne selon l'intérêt général est couronnée de fleurs rhétoriques et mortuaires par une oligarchie occupée à jouir des avantages que procurent influence et pouvoir. La démocratie est vouée à l'étouffement que promet la « gouvernance » européenne aux peuples et aux nations qui résistent à ses diktats : de l'effacement du référendum de 2005 à la tentative d'étranglement de la Grèce, les preuves en ce domaine sont accablantes. La légitimité du Président élu se perd au fil de ses mensonges et de ses reniements, dans le mépris de la Constitution.

Pour ceux qui ont connu la période de la reconstruction, les progrès économiques et sociaux puis les espoirs nés de la fin de la guerre froide et milité pour qu'on aille plus avant, ce 8 mai 2015 est un anniversaire triste.

Ce n'est pas la hantise du déclin qui assombrit la perspective mais un sentiment d'échec passé et présent que durcit l'impasse politique : il ne suffit pas de brandir des drapeaux tricolores devant la statue de Jeanne d'Arc pour se situer dans la filiation de la France combattante de 1914 à 1945, de la France résistante et du projet que le général de Gaulle avait mis en œuvre dans la continuité de la politique capétienne.

Telle est notre épreuve. Elle sera surmontée car elle nous est légère au regard de celles qu'affrontaient, sur les champs de bataille de notre « Guerre de Trente ans », nos pères selon la chair ou selon l'esprit.

Bertrand RENOUVIN

(1) Charles de Gaulle – « **Mémoires de guerre – Le Salut 1944-1946** », 1959, Plon.